

STATUTS TYPES et REGLEMENT INTERIEUR

Ecole de Judo Saint-Saëns

N° affiliation à la Fédération Française de Judo : 02 76 302 0

N° agrément à la Jeunesse et sports : 76 S 9417 le 21 4 1994

N° déclaration préfectorale de l'association : W761001080

1° : OBJET ET COMPOSITION

Article 1^{er} : L'association dite : JUDO CLUB SAINT-SAENNAIS et BRAY fondée le 11 Mars 1993 devient ECOLE DE JUDO SAINT-SAENS par décision du comité directeur du 28 Février 2016 et adopté lors de son assemblée générale du Lundi 20 Juin 2016.

Elle a pour objet la pratique du judo et du ju-jitsu, kendo et disciplines régies par la Fédération Française de judo et Ju-Jitsu, Kendo-disciplines associées (FFJDA) et d'une façon complémentaire éventuellement, la pratique d'autres activités physiques, sportive et de pleine nature. Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à : Mairie de Saint-Saëns, lieu fixé par son comité directeur.

Elle a été déclarée à la préfecture pour les associations de province, selon le lieu du siège, à la sous-préfecture de Dieppe sous le numéro 1492 le 11 Mars 1993. J.O du 7 Avril 1993.

Article 2. – Les moyens d'actions sont :

1° Les séances d'entraînements, les rencontres amicales et officielles, les stages, toutes activités éducatives de nature à promouvoir le judo et ju- jitsu et le kendo, avec le même souci de contribuer à l'harmonieux épanouissement de la personne humaine.

2° La tenue d'assemblées périodiques, la publication de bulletins et documents écrits et/ou audio- visuels.

Article 3

L'association comprend des membres actifs, des membres bienfaiteurs et donateurs ainsi que des membres d'honneur. Le titre de membre actif s'acquiert par le paiement d'un droit d'entrée, d'une cotisation annuelle et la prise d'une licence à la FFJDA.

Le taux de la cotisation qui est fixé chaque année par l'assemblée générale, peut être modulé en fonction de l'âge des membres et du nombre de disciplines pratiquées.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le comité directeur aux personnes physiques ou morales qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association ; ce titre confère le droit aux personnes qui l'ont obtenu de faire partie de l'association sans être tenues de payer la cotisation annuelle.

Article 4. – La qualité de membre se perd par :

1° La démission.

2° La radiation prononcée par le comité directeur pour le non-paiement de la cotisation ou pour motif grave.

Toute personne qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire doit être mise à même de préparer sa défense et doit être convoquée devant le comité directeur ; elle peut se faire assister par le défenseur de son choix.

2° : AFFILIATION

Article 5

L'association est affiliée à la fédération française de judo et ju-jitsu, kendo et disciplines associées.

Toutes discussions ou manifestations étrangères aux buts de l'association y sont interdites.

L'association s'engage :

1° à veiller à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) et à respecter les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par ses membres actifs ;

2° à se conformer aux statuts et règlements de la FFJDA, ainsi qu'à ceux de la ligue régionale et du comité départemental dans le ressort territorial desquels a été fixé son siège social ;

3° à se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application desdits statuts et règlements ;

4° à imposer à tous ses membres la prise d'une licence et d'un passeport sportif à la FFJDA dans les conditions prévues par les règlements fédéraux ;

5° à solliciter des autorités fédérales la mise à jour annuelle de son affiliation ;

6° à ne modifier les présents statuts dans les conditions définies ci- après à l'article 14 qu'avec l'accord du comité départemental dont elle relève.

3° : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6

L'association est administrée par un comité directeur de six à quinze membres élus, qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale.

Les membres du comité directeur sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale pour une durée de 4 ans ; ils sont rééligibles.

Est électeur tout membre actif, âgé de 16 ans au moins le jour de l'élection, ayant adhéré à l'association depuis plus de 6 mois et à jour de ses cotisations.

Le vote par procuration dans les conditions fixées à l'article 9 est autorisé mais le vote par correspondance n'est pas admis.

Est éligible au comité directeur toute personne de nationalité française jouissant de ses droits civiques ou les personnes de 18 ans révolus de nationalité étrangère à condition qu'elles n'aient pas été condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait l'obstacle à son inscription sur les listes électorales.

Les enseignants rémunérés au titre de l'association, licenciés dans celle- ci sont membres de droit du comité directeur dans la limite de deux. Ils ne peuvent être membre du bureau, mais peuvent être invités à ses réunions avec voix consultative.

Après chaque élection, le comité directeur élit en son sein, au scrutin secret un bureau dont la composition et les modalités sont fixées par le règlement intérieur et qui comprend, au moins, un président, un secrétaire et un trésorier.

En cas de vacance, le comité directeur pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les personnes rétribuées par l'association peuvent assister aux réunions statutaires (assemblée générale, comité directeur, bureau) avec voix consultative si elles y sont autorisées par le président.

Les membres du comité directeur et du bureau ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 7

Le comité directeur règle par ses délibérations les questions relatives au fonctionnement de l'association ; il arrête, compte tenu des orientations définies en assemblée générale, le programme annuel des activités offertes aux membres de l'association.

Le comité directeur se réunit au moins trois fois durant la saison sportive et à chaque fois qu'il est convoqué par le président ou sur la demande du tiers de ses membres.

La présence du tiers des membres élus est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions du comité directeur sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Tout membre du comité directeur qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, été absent à trois séances consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

Il est tenu un procès verbal des séances ; les procès verbaux signés par le président et le secrétaire sont transcrits sans blancs ni ratures sur un registre tenu à cet effet.

Article 8

Le comité directeur est secondé dans sa tâche par des commissions permanentes et, si nécessaire, par des groupes de travail pour des actions ponctuelles.

Le nombre, la composition, la mission des commissions permanentes et des groupes de travail ainsi que le mode de désignation de leurs membres sont fixés par le comité directeur.

Article 9

L'assemblée générale se compose de tous les membres actifs de l'association, âgés de 16 ans au moins le jour de l'assemblée et à jours de leurs cotisations.

Les parents des licenciés de moins de 16 ans peuvent participer à l'assemblée générale et les représenter, avec voix consultative.

Chaque membre dispose d'une voix délibérative à l'exception des membres d'honneur et des personnes invitées qui y assistent avec voix consultative.

Elle se réunit une fois par an et, en outre, chaque fois qu'elle est convoquée par le comité directeur ou à la demande écrite du quart au moins des membres composant l'assemblée générale.

En cas d'empêchement, un membre peut déléguer par écrit son droit de vote à un autre membre de l'assemblée ; chaque membre présent à l'assemblée ne peut porter que deux procurations, au maximum.

L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par le comité directeur ; il est adressé en même temps que la convocation, au moins QUINZE jours avant la réunion.

Lors d'une assemblée générale comportant des élections, les candidatures doivent parvenir au siège social de l'association **huit jours** au moins avant l'assemblée.

Son bureau est celui du comité directeur.

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle le programme d'action de l'association.

Elle contrôle le respect des engagements énumérés à l'article 5, notamment en ce qui concerne l'obligation d'être licencié.

Elle entend les rapports sur la gestion du comité directeur, sur la situation morale et financière de l'association. Il est tenu une comptabilité complète de toutes les recettes et de toutes les dépenses.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant.

Le budget annuel est adopté par le conseil d'administration avant le début de l'exercice.

Les comptes sont soumis à l'assemblée générale dans un délai inférieur à six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Que tout contrat ou convention passé entre l'association, d'une part, et un administrateur, son conjoint ou un proche, d'autre part, est soumis pour autorisation au conseil d'administration et présenté pour information à la prochaine assemblée générale.

Elle délibère exclusivement sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement ou remplacement des membres du comité directeur.

Elle élit un vérificateur aux comptes qui ne peut être membre du comité directeur de l'association.

Les membres désireux de voir porter des questions à l'ordre du jour de l'assemblée générale doivent adresser par écrit leurs propositions au siège de l'association au moins huit jours avant la réunion de l'assemblée.

Article 10

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents et représentés à l'assemblée générale.

Des dispositions relatives à l'égal accès des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes. La composition du conseil d'administration doit refléter la composition de l'assemblée générale.

Pour la validité des délibérations, la présence du quart des membres actifs (de plus de 16 ans) est nécessaire. Si ce quorum n'est pas atteint, il est convoqué avec le même ordre du jour une deuxième assemblée, à six jours au moins d'intervalle, qui délibère quel que soit le nombre de présents et de représentés.

Article 11

L'assemblée générale fixe le taux de remboursement des frais de déplacement, de mission ou de représentation effectués par les membres du comité directeur du bureau, des commissions et les chargés de mission dans l'exercice de leur activité.

Article 12

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile ; il ordonnance les dépenses ; il peut donner délégation dans les conditions qui sont fixés par le comité directeur.

Conformément aux dispositions de l' Article 8 (2° et 3° § a/) des statuts de la F.F.J.D.A., l'association est représentée aux assemblées générales de la ligue et du comité départemental dont elle dépend, par son président ou son mandataire, membre élu du comité directeur de l'association.

En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

IV. – DOTATION - RESSOURCES

Article 13

Les ressources de l'association comprennent :

- les recettes propres réalisées à l'occasion des manifestations qu'elle organise,
- le montant des cotisations et souscriptions de ses membres,
- les aides financières et matérielles et en personnel, attribuées par les collectivités territoriales et les organismes publics ou privés,
- tout produit autorisé par la loi.

V. - MODIFICATION DES STATUTS

Article 14

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du comité directeur ou du quart des membres dont se compose l'assemblée générale. Cette dernière proposition doit être soumise au comité directeur, au moins un mois avant l'assemblée générale extraordinaire et être approuvée par le comité départemental ainsi qu'il est dit dans l'article 5-2° des présents statuts.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à six jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents et représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et éventuellement représentés.

Article 15

L'assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre plus de la moitié des membres composant l'assemblée générale.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à six jours au moins d'intervalle ; elle peut délibérer, quel que soit le nombre des membres présents et représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et représentés.

Article 16

En cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association.

Conformément à la loi, l'actif net est attribué à la ville de Saint-Saëns qui aura la charge de la répartir entre les associations locales.

En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

VI. – FORMALITES ADMINISTRATIVES ET RÈGLEMENT INTERIEUR

Article 17

Le règlement intérieur est préparé par le comité directeur et adopté par l'assemblée générale.

Article 18

Le président doit effectuer aux services préfectoraux les déclarations prévues à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901 et concernant notamment :

- 1° Les modifications apportées aux statuts ;
- 2° Le changement de titre de l'association ;
- 3° Le transfert du siège social ;
- 4° Les changements survenus au sein du comité directeur et de son bureau.

Article 19

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale du 20 Juin 2016 sous la présidence de Madame Clarie ZAMMIT et Madame Gabrielle Héloory représentante de la F.F.J.D.A et Présidente du comité de Judo de la Seine Maritime.

Pour le comité de Judo de la Seine Maritime :

NOM et Prénom : Héloory Gabrielle

Fonction : Présidente du comité de Judo de la Seine Maritime

Signature :

Pour le comité directeur de l'école de Judo Saint-Saëns :

NOM : ZAMMIT

Prénom : Clarie

Profession : Educatrice

Adresse : 64 Rue de l'intérieur de la pré
76680 St Martin / Osmonville

Fonction : Présidente

Signature :

(cachet de l'association)

**REGLEMENT INTERIEUR
ECOLE DE JUDO SAINT-SAENS
AFFILIEE A LA F.F.J.D.A.**

Article 1^{er}

Ce présent règlement est en accord avec le règlement intérieur de la fédération française de judo et ju-jitsu, kendo, disciplines associées.

Article 2

La responsabilité des circulaires, bulletins, documents écrits et audio- visuels incombe au président qui peut donner une délégation soit au secrétaire général, soit à un membre du comité directeur. (Cf. article 2 des statuts 2^e alinéa.)

Article 3

Le titre de membre d'honneur est accordé aux personnes physique ou moral ayant rendu des services à l'association sportive : Ecole de Judo Saint-Saëns
La décision est prise par le comité directeur au cours d'un scrutin secret, l'intéressé doit obtenir au moins les trois quart des voix valablement exprimées.

Article 4

Le comité directeur est composé de : 6 à 15 membres conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts de l'association sportive : Ecole de Judo Saint-Saëns
Le fonctionnement de ce comité directeur est régi par les articles 6,7 et 8 des statuts.

- les séances du comité directeur sont dirigées par le président qui, en cas d'absence ou d'empêchement, désigne pour le remplacer l'un des vice- président ; si cette désignation n'a pu être faite, la présidence sera assurée par le membre le plus ancien du comité directeur.
- les convocations doivent comporter un ordre du jour précis (préparé par le bureau) et être adressées à tous les membres du comité directeur au moins huit jours avant la réunion sauf s'il s'agit d'une convocation d'urgence.
- le comité directeur peut être convoqué à tout moment par le président, en cas de nécessité.
- le président peut inviter aux réunions du comité directeur toute personne dont la compétence peut être utile à ses travaux.

Tout membre du comité directeur de l'Ecole de Judo Saint-Saëns, peut demander par lettre adressée au président l'inscription à l'ordre du jour d'une ou plusieurs questions d'ordre général ; l'acceptation ou le rejet de ces questions se fera obligatoirement en début de séance par un vote à main levée.

Ces demandes d'inscription doivent parvenir, au plus tard, 24 heures avant la réunion.

Article 5

Le bureau est composé du président, d'un vice-président, du secrétaire général, du trésorier, si nécessaire d'un secrétaire adjoint et d'un trésorier adjoint.(Réf : article 6 des statuts – 9^e alinéa.)

Le bureau se réunit entre chaque séance du comité directeur et à chaque fois qu'il est convoqué par son président.

Le président peut inviter toute personne pouvant l'aider dans sa tâche.

Le bureau applique les décisions du comité directeur, étudie les dossiers concernant les points mis à l'ordre du jour du prochain comité directeur et règle les affaires courantes.

Le président peut solliciter l'avis du bureau avant de prendre certaines décisions urgentes, lorsqu'il n'est pas possible de réunir le comité directeur.

Article 6

Le comité directeur peut déléguer à son bureau un certain nombre de pouvoirs relatifs à la gestion administrative de l'Ecole de Judo Saint-Saëns.

Ces pouvoirs seront définis par le comité directeur et peuvent être partiellement, ou totalement, retirés à la suite d'un vote à bulletin secret de ce comité.

Article 7

En application des dispositions prévues à l'article 8 des statuts, le comité directeur peut mettre en place des commissions permanentes et des groupes de travail ponctuels. (Réf. article 8 des statuts).

En principe, les commissions et groupes sont animés par des membres du comité directeur, désignés par celui-ci.

Sauf réglementation spéciale, chaque responsable désigné choisit ses collaborateurs parmi les licenciés de l'Ecole de Judo Saint-Saëns en raison de leur compétence et de leur disponibilité.

Les membres des commissions et groupes de travail doivent être agréés par le comité directeur.

Les commissions et groupes de travail instruisent toutes les questions relatives à l'activité dont ils ont la charge, élaborent des propositions mais les décisions appartiennent au comité directeur.

Article 8

Le présent règlement intérieur établi par le comité directeur de l'Ecole de Judo Saint-Saëns lors de sa séance du 28 Février 2016 a été adopté à l'assemblée générale du : 20 Juin 2016 à : Saint-Saens

En présence de Madame Gabrielle Héloury, Présidente du comité de Judo de la Seine Maritime.

En cas de nécessité, il pourra être modifié par le comité directeur mais les nouvelles dispositions devront être soumises au comité départemental et ratifiées par la plus proche assemblée générale.

Pour le comité de Judo de la Seine Maritime :

NOM et Prénom : HELOURY Gabrielle

Fonction : Présidente du comité de Judo de la Seine Maritime

Signature :

Pour le comité directeur de l'Ecole de Judo Saint-Saëns :

NOM : ZAMMIT

Prénom : Clarie

Fonction : Présidente

Signature :